



HAL
open science

**Renaud Girard, Quelle diplomatie pour la France ?
Prendre les réalités telles qu'elles sont, Editions du
CERF, 2017**

Jean-François Guilhaudis

► **To cite this version:**

Jean-François Guilhaudis. Renaud Girard, Quelle diplomatie pour la France ? Prendre les réalités telles qu'elles sont, Editions du CERF, 2017. Paix et sécurité européenne et internationale, 2017, 6. hal-01978282

HAL Id: hal-01978282

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-01978282>

Submitted on 26 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

I. Renaud Girard, *Quelle diplomatie pour la France ? Prendre les réalités telles qu'elles sont*, Editions du CERF, 2017.

Ce petit ouvrage, d'un observateur professionnel et très expérimenté des relations internationales, se situe dans le prolongement de *Le Monde en guerre*, Editions Montparnasse, 2016 - dont a rendu compte D. Colard dans ses notes de lecture pour PSEI n° 3 - où Renaud Girard rassemblait les chroniques depuis janvier 2014 dans *Le Figaro*. On pouvait y lire : « En diplomatie, nous devons refuser le primat de la morale sur l'efficacité. Comme le disait le général de Gaulle en janvier 1964 lorsqu'il décida avant tous les autres pays occidentaux de nouer des relations diplomatiques avec la Chine communiste, nous devons « prendre les réalités telles qu'elles sont » ».

Cette phrase est la clef de son approche de la politique étrangère, dans un but, clairement exprimé dans un « liminaire » : que la voix de la France se fasse à nouveau entendre. « J'ai décidé de porter par écrit les raisons de notre déclin diplomatique et les possibles remèdes à ce renoncement » car la théorie, l'expérience du chercheur, comme la pratique, du correspondant de guerre, enseignent « qu'une politique étrangère efficace tient en deux mots : indépendance et réalisme ». L'ouvrage est donc en même temps un réquisitoire contre la politique étrangère de François Hollande et Laurent Fabius et sa publication, en mars 2017, a manifestement pour but de peser autant que possible sur les choix des électeurs et en faveur d'un changement de politique. R Girard n'est pas le seul à critiquer l'actuelle diplomatie de la France. Un véritable mouvement s'est dessiné en ce sens, depuis longtemps déjà. Le Club des Vingt¹ s'était engagé dans cette voie en 2016, avec un opuscule intitulé *Péchés capitaux. Les 7 impasses de la diplomatie française*, Les éditions du Cerf). Par ailleurs, *Notre intérêt national. Quelle politique étrangère pour la France ?* dirigé par Thierry de Montbrial et Thomas Gomart, qui vient de sortir chez Odile Jacob, s'inscrit lui aussi dans la veine réaliste. La thèse soutenue par ce courant de critiques englobe aussi la politique menée sous Nicolas Sarkozy. Depuis 2007, la France s'est placée sous la bannière des grands principes, de la morale, elle définit sa politique non en fonction de ce qu'est le monde mais de ce qu'elle voudrait qu'il soit. Elle a perdu de vue l'intérêt national, abdiqué son indépendance. A la botte des Etats-Unis, elle est devenue aventuriste et de moins en moins audible et efficace, en Europe, au Moyen-Orient et ailleurs.

L'ouvrage de Renaud Girard est très bref, il compte un peu plus d'une centaine de pages mais il est dense et de lecture aisée. Il est organisé en 3 parties. La première énonce brièvement les « Sept piliers de toute bonne diplomatie » : assumer l'histoire ; savoir être réaliste ; séparer l'extérieur de l'intérieur ; assurer l'indépendance nationale ; privilégier le temps long ; renforcer le multilatéralisme ; et entretenir la dissuasion. Suit une seconde partie², également brève, sur « le grand dérèglement stratégique français ». L'idée majeure développée sous ce titre, est que la France (et plus généralement les dirigeants occidentaux) ne sait plus désigner son ennemi principal, qui est « l'islamisme sunnite djihadiste » (p 38) et

¹ Ce Club se compose d'anciens ministres des affaires étrangères (Hervé de Charrette, Roland Dumas, Hubert Védrine) d'anciens ambassadeurs (Pierre Morel, Francis Gutman, ex-secrétaire général du Quai d'Orsay) et de membres de la société civile, Rony Brauman, Jean-François Colosimo, Henry Laurens et Renaud Girard lui-même). Son président Francis Gutman avait déjà publié en 2011 chez Riveneuve, *Changer de politique : une autre politique étrangère pour un monde différent*.

non Bachar El Assad (p 40). Partant de là, la France mène au Levant une politique « déraisonnable » (p 42). « Bachar ne nuit pas directement à nos intérêts là où A Qaida et Daech menacent immédiatement notre sécurité » (45). La diplomatie française a commis en Syrie la double erreur de faire du départ du dirigeant syrien un préalable et de se déclarer prête à entrer en guerre contre son régime. Elle s'est retrouvée ridicule, quand elle a été lâchée par son partenaire américain. Guidé, non par la réalité mais par des impératifs idéologiques, Paris a choisi le camp de l'intransigeance sur le dossier syrien, sur le dossier du nucléaire iranien et sur les affaires de la Crimée et du Donbass. Pour illustrer ce que coûte le fait de ne pas savoir désigner correctement son ennemi, R Girard utilise le cas des Etats-Unis, en Irak et en Afghanistan (pp 51- 55). Ce défaut conjugué à l'indulgence coupable (p 57) des Etats-Unis vis-à-vis des pays soutenant les islamistes (Arabie saoudite et Turquie) et à l'obsession que nourrit Bruxelles à l'égard de la Russie, nous induit dans des relations dangereuses et nous incite à voir dans la Russie notre véritable adversaire. C'est une erreur du même type qui a conduit au chaos libyen.

Ces considérations conduisent à la partie la plus importante, la troisième, sur les axes qui devraient être ceux de la politique extérieure française. L'auteur en retient huit : combattons avec intelligence le djihadisme sunnite ; voyons grand pour le Moyen-Orient ; ramenons la Russie dans la famille européenne, bâtissons une Europe plus fonctionnelle ; assumons en Afrique les questions de la démographie et de l'Etat de droit ; retissons notre relation avec l'Asie ; ; promouvons une gouvernance de l'environnement et des océans ; redonnons à la France les moyens d'agir. Cette partie est plus développée que les deux autres. Il s'agit d'un programme de politique étrangère, assez détaillé, en rupture avec la politique actuelle. En Europe, après le Brexit, R Girard propose par exemple : d'assumer un leadership franco-allemand ; de briser la dictature juridico-financière des Etats-Unis ; de ne pas punir les Britanniques et de conserver avec eux les liens tissés en matière de défense ; d'imposer l'harmonisation fiscale et d'exiger des Britanniques qu'ils renoncent à tout dumping fiscal ; d'opposer à l'agression commerciale chinoise, un protectionnisme européen. Le dernier axe - redonner à la France les moyens d'agir - signifie : sauvegarder ses capacités militaires, car « si nous les perdons, nous perdons tout » (p 131) et conforter son budget de défense ; se prémunir contre les menaces de cyberguerre, de piratage informatique et l'espionnage industriel et développer le *soft power* français, en alliant rayonnement culturel et francophonie. Le tout, placé sous le signe « du réalisme, de l'ambition, de l'imagination », compose une sorte de programme électoral, où l'on retrouve des idées soutenues par certains candidats. L'auteur se réclame de Thucydide, Machiavel, Metternich, Bismarck, Churchill, Kissinger et bien sûr De Gaulle, mais pas de Talleyrand - est-ce par oubli ou à dessein ? Celui que l'on nomma le prince des diplomates était pourtant, un grand réaliste.

L'ouvrage de René Girard donne au lecteur une impression de réelle densité. Il ne s'agit pas d'un travail académique, ni d'une réflexion sur la politique étrangère mais bien d'un projet, d'un programme politique alternatif, auquel la première partie donne toutefois une certaine « épaisseur » intellectuelle. Rien dans la politique actuelle ne trouve vraiment grâce à ses yeux, même la COP 21, qu'il ne met pas au crédit de l'équipe sortante. Il ne parle pas, non plus, de l'évolution du quai d'Orsay, que l'on peut juger positive. On éprouve toujours de la gêne devant une position si tranchée ; quelles que soient ses limites et ses mauvais points, il est difficile de penser que la politique de F. Hollande et L. Fabius n'a pas eu aussi quelques aspects positifs. On se demande naturellement ce que l'on peut penser de ce projet réaliste, fondé sur « il faut prendre les choses comme elles sont ». Le grand problème avec cette approche est que la réalité est foisonnante et complexe ; chacun la perçoit à sa façon et la construit. Ce sont ensuite « les choses », qui disent si la réalité choisie comme point de départ de l'action était la bonne. Partant de là, on se dit qu'un programme si détaillé et construit, n'est peut-être pas vraiment réaliste.